

Courrier du bureau fédéral aux adhérents de la Filpac CGT

(8 janvier 2015)

Nous avons toutes et tous besoin, plus que jamais, d'un syndicalisme démocratique d'action, de solidarité, de défense au quotidien des salariés et de transformation sociale. Telles ont été les orientations adoptées par les deux derniers congrès des syndicats de la Fédération, qui se sont prononcés très majoritairement pour une telle option. C'est en fonction de ces mandats que le bureau fédéral soumet au débat des adhérents les éléments suivants.

1 C'est l'offensive libérale, sa violence et sa pérennité d'un gouvernement à l'autre qui dégradent considérablement le rapport des forces. Le risque est grand de voir le service du marché se substituer à la question sociale et à la démocratie.

La voix du peuple s'est exprimée de façon majoritaire en 2005 contre le cours libéral du traité européen. Malgré et contre ce vote, les gouvernements successifs sont passés en force par-dessus la démocratie du suffrage universel. Sarkozy comme Hollande ont inféodé le budget de la Nation et subordonné les besoins sociaux aux impératifs de la coordination des gouvernements qu'on nomme Union européenne.

Désarmée par ce putsch pro Europe libérale, la CGT comme l'ensemble du mouvement syndical, a enregistré des défaites stratégiques majeures : remise en cause de la représentativité en 2008 et loi sur la rupture conventionnelle contre le régime des licenciements économiques, défaite malgré l'immense mobilisation sur les retraites en 2010, alliance en 2011 CFDT CFTC CGC MEDEF sur la base d'un accord programmatique de réduction de la crise à un déficit national de compétitivité malgré l'efficacité des entrepreneurs, conférences dites sociales débouchant sur les ANI puis les loi flexi-sécurité, formation professionnelle en 2013, montée impétueuse du chômage de masse par les licenciements, les fermetures quotidiennes d'entreprises, inaccessibilité du marché du travail pour une jeunesse réduite à une longue précarité, loi Macron, ordonnances en préparation contre les Prud'hommes, négociations frelatés sur la représentation syndicale...

La crise économique entraîne une offensive du patronat et de la finance en général pour la retourner contre les positions sociales du salariat et lui faire payer la facture de la sauvegarde de leurs profits.

Dès janvier 2011, les débats de la direction confédérale se sont réduits à la question de la succession au secrétaire général sortant, en lieu et place de la nécessaire clarification des débats après l'échec du mouvement sur les retraites et la politique d'un gouvernement reprenant et aggravant le cours suivi par Sarkozy, pourtant battu par le suffrage universel.

Si bien que le 50^e congrès fut un rendez-vous raté, lequel a été suivi d'actes pris de fait en fonction d'une notion non adoptée d'un syndicalisme rassemblé autour du gouvernement. Si la CGT ne participait qu'à demie aux conférences sociales, des négociateurs non mandatés engageaient son nom sur des propositions, des signatures et des présences à des négociations organisées autour du seul programme libéral, commun à l'Union européenne, au Medef et au gouvernement. Lentement mais sûrement, la confédération courait à sa paralysie actuelle, soumise au discrédit propre aux affaires de corruption.

2 Dans ce contexte, que les salariés subissent au quotidien sur fond de peur du déclassement, la crise de la CGT est d'abord motivée par la carence d'une orientation de résistance au libéralisme, à l'extrême droite et aux fascismes.

Le danger de scission existe bien. Il est provoqué en particulier par les affaires qui suscitent un dégoût, un rejet et une fuite hors d'une CGT par trop inactive contre les mesures du gouvernement.

La sortie de la crise de la CGT passe par l'élaboration et la mise en pratique d'une réponse produite élaborée par l'ensemble des syndicats sur la base d'un vaste débat démocratique, dont le verdict deviendra l'orientation et la loi commune. C'est d'un congrès extraordinaire des syndicats dont la

CGT a besoin, ouvert, libre et démocratique, qui adopte un programme de revendications et d'actions qui arme au quotidien comme à moyen terme l'ensemble des adhérents.

C'est pourquoi le bureau fédéral de la Filpac CGT se prononce pour les mesures suivantes :

- Vote au CCN du 13 janvier de l'acceptation de la démission des membres du bureau confédéral sans exception, secrétaire général compris.
- Mise en place d'une direction confédérale transitoire dont le mandat impératif est la convocation et la préparation d'un congrès des syndicats.
- Réunion mensuelle du comité confédéral national sur l'ordre du jour constitué par la riposte aux attaques du patronat, du gouvernement de l'extrême droite contre le monde du Travail, à commencer par la mobilisation contre le projet de loi Macron, en cours d'examen par une commission spéciale de députés, et présenté fin janvier au Parlement.
- Mandats impératifs pour les négociateurs CGT d'être présents aux négociations selon les décisions de la CGT, d'y intervenir en fonction des termes dudit mandat, consultation permanente des syndicats sur le cours pris par la négociation quelle qu'elle soit.
- Restauration des valeurs d'engagement et de disponibilité des dirigeants élus au service de la collectivité et de l'organisation et mise en œuvre de procédures pour la transparence et le contrôle financier.

3 Le rôle de la Filpac CGT dans une telle situation peut se définir ainsi, dans la perspective du congrès des syndicats, convoqué du 23 au 27 novembre 2015 :

- Continuer de privilégier dans la crise de la CGT les échanges sur l'orientation, les actions, les mobilisations et les revendications qui unissent les forces vives par une mise en commun des élaborations et une solidarité alternative au climat délétère du moment.
- Privilégier le service aux syndicats de la Filpac CGT en matière d'information, de coordination, de rassemblement et d'action. Défricher les secteurs salariés qui ne bénéficient pas encore de présence syndicale Filpac CGT. La Fédération, selon les mandats conférés par ses congrès, sert d'abord à revendiquer et soutenir les syndicats dans leurs actions.
- Prendre toutes mesures et toutes initiatives visant à faire apparaître les réponses internationalistes alternatives à l'austérité européenne, aux menées racistes, à la politique libérale commandées par les groupes transnationaux et l'Union européenne. La sortie de la crise du système économique sera trouvée par un rassemblement international sur la base des intérêts généraux du monde du Travail et par la mise en commun des efforts des syndicalistes où qu'ils se trouvent, en Grèce, en Espagne, en Italie, en Belgique notamment.
- Contribuer dans tous les domaines à l'élaboration d'un projet de transformation sociale, avec tous les interlocuteurs disponibles et de bonne volonté, dans la CGT comme dans d'autres formations, et répondre dans ce sens aux appels à agir.
- La Filpac CGT développe et continuera de développer une perspective d'unité fraternelle pour que le syndicalisme recouvre son rôle d'accueil et de soutien à toutes celles et tous ceux qui la sollicitent.
- Les assemblées générales préparatoires au congrès, dont la liste sera communiquée, doivent ouvrir grandes les portes à toutes celles et tous ceux qui sont motivés par tout ou partie du projet fédéral.